



COP24

Les États face à leurs responsabilités

EN RÉSUMÉ

La COP24 se tiendra du 2 au 14 décembre prochain, à Katowice, en Pologne. Les États seront face à leurs responsabilités : si certains continuent à tourner le dos à la coopération internationale sur le climat, l'augmentation de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère, les impacts croissants du dérèglement climatique et les conclusions de la science sont désormais connus et visibles par tous. Le rapport du GIEC est indéniable : il reste au mieux une décennie pour accélérer drastiquement les efforts de lutte contre le dérèglement climatique et limiter le réchauffement mondial à 1,5°C.

La COP24 doit être le moment d'une réponse internationale pour faire face aux incohérences croissantes de la trajectoire climatique mondiale et pour rendre crédible l'accord mondial pour le climat. Face au besoin urgent d'accélérer l'action climatique avant 2020, un réel leadership sur le climat ne pourra être défini que par une diplomatie active, accompagnée de mesures nationales cohérentes et ambitieuses, en France comme dans l'Union européenne.

X5

LE NIVEAU D'AMBITION ACTUEL DES CONTRIBUTIONS NATIONALES DES PAYS POUR 2030 DOIT ÊTRE MULTIPLIÉ PAR 5 POUR ÊTRE COMPATIBLE AVEC UNE LIMITATION DU RÉCHAUFFEMENT À 1,5°C (SELON LE PNUE).

56 milliards de dollars

CE SONT LES FINANCEMENTS CLIMATIQUES FOURNIS EN 2016 POUR SOUTENIR LES PAYS VULNÉRABLES. LOIN DES 100 MILLIARDS PAR AN PROMIS POUR 2020 ET GRANDEMENT INSUFFISANTS EN CE QUI CONCERNE L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES.

2 ans

C'EST LA FENÊTRE D'OPPORTUNITÉ RAPPELÉE PAR L'ONU À L'ENSEMBLE DES ÉTATS, EN PREMIER LIEU AUX PLUS ÉMETTEURS DE GAZ À EFFET DE SERRE, POUR REVOIR À LA HAUSSE LEURS OBJECTIFS CLIMATIQUES AVANT 2020.

5 ans

LA FRANCE A DÉCIDÉ DE RELEVER SES PLAFONDS D'ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE PENDANT 5 ANS, PLUTÔT QUE DE RENFORCER SES EFFORTS DE RÉDUCTION, ET CE ALORS QU'ELLE A DÉJÀ DÉPASSÉ SES PLAFONDS CES DEUX DERNIÈRES ANNÉES.

Rendre crédible l'accord de Paris sur le climat

Trois ans après la COP21, les négociations de Katowice doivent progresser sur 3 piliers essentiels : garantir une application crédible de l'accord de Paris, répondre aux nouveaux enseignements de la science et affirmer une solidarité climatique renforcée.

Adopter le manuel d'application de l'accord de Paris

Lors de la COP24, le travail colossal entrepris sur l'élaboration d'un manuel d'application de l'accord de Paris doit s'achever. La tâche est délicate car les pays ont pris énormément de retard. **Pourtant, ils doivent mettre tout en œuvre pour adopter un corpus de règles solide, équilibré et juste pour appliquer l'accord de Paris. C'est la crédibilité de l'accord qui est en jeu**, car des règles bien définies rendront les promesses des pays transparentes et renforceront leur redevabilité. Une fois clarifiées, elles inciteront les pays à intégrer le respect des droits humains, de la sécurité alimentaire et de l'égalité des genres au cœur de leurs actions climatiques, en plus des obligations déjà existantes. Elles conditionneront enfin la capacité de l'accord à renforcer les engagements collectifs tous les cinq ans. Pour les pays, **il s'agit donc de démontrer qu'ils ont confiance dans l'accord de Paris pour guider l'augmentation de leurs efforts au cours du temps, et que les décisions prises à la COP21 ne resteront pas sans lendemain.**

Apporter une réponse au rapport du GIEC sur la limitation du réchauffement à 1,5°C

Adopter le manuel d'application de l'accord de Paris est incontournable mais insuffisant pour répondre aux conclusions sans appel du rapport du GIEC. Ce dernier a rappelé qu'il faut réduire drastiquement et sans attendre les émissions de gaz à effet de serre, pour se donner une chance de limiter le réchauffement global à 1,5°C. À la COP24, les pays doivent traduire ces enseignements en décisions politiques claires. **La seule réponse à la hauteur est un engagement à revoir à la hausse leurs contributions nationales avant 2020**, date charnière pour fixer des objectifs compatibles avec les scénarios du GIEC. Ils doivent constituer la base scientifique de l'ensemble des décisions prises, notamment à l'issue du bilan des actions climatiques réalisé à travers le "Dialogue Talanoa", pour accélérer l'action climatique et limiter les impacts les plus graves du dérèglement climatique. **Ces engagements sont attendus en priorité de la part des pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre, comme l'Union européenne.**

Affirmer une solidarité climatique renforcée

Pour permettre à l'ensemble des pays d'amplifier leurs actions et de s'adapter au dérèglement climatique, et alors que 48 pays vulnérables¹ ont déjà pris les devants en annonçant une rehausse de leurs objectifs d'ici à 2020, **les pays les plus riches doivent réaffirmer leur solidarité envers les pays en développement.** Cela implique d'atteindre 100 milliards de dollars de financements climatiques par an d'ici à 2020, de promettre de nouveaux financements au Fonds vert pour le climat et de trouver de nouvelles sources de financements pour faire face aux dommages irréversibles du dérèglement climatique. Ces soutiens, adéquats et prévisibles, doivent être des moteurs de la coopération internationale.

La COP24 : point de départ incontournable, à concrétiser en 2019 et 2020

La COP est un rouage essentiel pour guider une action et une solidarité renforcées, mais les pays devront également donner un horizon et des gages pour concrétiser leurs engagements avant 2020. Ils devront notamment mettre en place des processus nationaux inclusifs pour revoir leurs feuilles de route climatiques pour 2030 et **faire du sommet sur le climat des Nations unies, prévu en septembre 2019, le moment clé pour revenir à la table des négociations avec de nouveaux objectifs.**

1. Déclaration Jumemmej du Climate Vulnerable Forum du 22 novembre 2018 <https://thecvf.org/jumemmej-declaration/>

Qu'est ce qu'un leadership réel pour la France ?

La France doit jouer un rôle diplomatique fort, au sein de l'Union européenne et dans les espaces multilatéraux. Mais ce leadership affiché ne pourra pas être cohérent tant qu'elle ne se donnera pas les moyens d'atteindre ses propres objectifs climatiques.

À la COP24, poser les bases d'une diplomatie climatique proactive et équilibrée

Pousser l'Union européenne à prendre les devants de l'action climatique

A quelques jours de la COP24 et en réponse au rapport du GIEC, la Commission européenne a présenté plusieurs scénarios de réduction d'émissions de gaz à effet de serre au sein de sa Stratégie de long-terme pour le climat. À l'heure du choix, les pays européens sont divisés sur la trajectoire climatique européenne, entre ceux qui demandent plus d'actions et ceux qui freinent toute avancée. **La France doit faire preuve d'un soutien sans faille et au plus haut niveau pour que l'Europe adopte un objectif de zéro émission nette bien avant 2050**, en maximisant les réductions d'émissions et en minimisant leur compensation qui peut présenter des risques. Elle doit porter ce débat et s'assurer que l'horizon d'une Europe neutre en gaz à effet de serre soit renforcé par une hausse significative des engagements climatiques européens pour 2030 afin d'inverser la courbe des émissions au plus tôt. La France doit enfin **pousser l'Union européenne à adopter des réglementations sectorielles compatibles avec l'accord de Paris**.

En parallèle, alors que la COP est accueillie par un pays qui construit de nouvelles centrales à charbon, **la France devra tout faire pour couper les robinets financiers aux centrales les plus polluantes** en Europe, notamment par le biais des mécanismes de capacités (qui ont déjà coûté plus de 58 milliards d'euros aux consommateurs européens depuis 1998). La transition vers les énergies renouvelables dans les pays européens devra par ailleurs être complétée par des mesures d'accompagnement pour garantir une transition juste socialement.

Soutenir une solidarité financière entre le Nord et le Sud

Si l'augmentation des financements climat au cours des deux dernières années est positive, les pays développés ne pourront pas se reposer sur leurs lauriers à la COP24 : les financements publics représentaient 56 milliards de dollars en 2016, encore loin des 100 milliards par an promis d'ici à 2020. L'adaptation en reste le parent pauvre, avec environ un quart des financements alloués. Dans ce contexte, la France doit rappeler le rôle central de cet objectif financier et sa volonté d'augmenter ses efforts. Elle devra s'engager à augmenter sa contribution au Fonds vert pour le climat dans le cadre de sa reconstitution au cours de l'année 2019.

Réaffirmer une diplomatie des politiques publiques cohérente

Lors du dialogue Talanoa, la France devra apporter des éléments concrets sur son intention de répondre au cri d'alarme lancé par le GIEC. Parmi les secteurs-clés figure le système agricole et alimentaire français, qui doit être transformé en profondeur vers l'agroécologie paysanne. Actuellement, la diplomatie active de la France pour promouvoir la compensation des émissions via l'agriculture (séquestration du carbone dans les sols) est incohérente avec les impératifs de réduction drastique et absolue des émissions, alors même que le secteur agricole ne répond pas aux objectifs fixés en France.

Enfin, alors que la France endossera une responsabilité particulière en 2019 avec la présidence du G7, elle devra, dès la COP24, s'investir pour une diplomatie au service des politiques publiques et réaffirmer le rôle primordial des États pour guider et orienter l'ensemble des autres acteurs impliqués dans la lutte contre les changements climatiques. La diplomatie des coalitions, incarnée par le One Planet Summit, ne peut venir que compléter, et non pas remplacer, ces efforts indispensables.

Un leadership réel passe par des politiques nationales cohérentes et ambitieuses

Alors que la fenêtre d'opportunité est très courte pour accélérer les efforts de lutte contre le dérèglement climatique, la France pêche lorsqu'il s'agit de concrétiser un leadership crédible : elle préfère changer le thermomètre en relevant ses plafonds d'émissions de gaz à effet de serre pour les 5 prochaines années, plutôt que d'accélérer et de renforcer son action pour respecter ses budgets carbone. De surcroît, la publication de la feuille de route et des scénarios énergétiques de la France sur le long terme (PPE et SNBC) confirme la tendance déjà observée : le gouvernement continue de fixer des objectifs sans adopter l'ensemble des mesures qui permettraient de les atteindre. **Dans les secteurs où la France a pris le plus de retard, comme les transports, le bâtiment et l'agriculture, il s'agit donc d'adopter des mesures additionnelles structurantes pour donner les moyens à la politique climatique française de changer d'échelle, sans instrumentaliser l'enjeu pour les intérêts d'une industrie nucléaire obsolète et controversée.**

Permettre de vraies économies d'énergie pour tous dans les bâtiments

Les bâtiments français continuent de gaspiller de l'énergie et leurs émissions de gaz à effet de serre ne cessent d'augmenter. La multiplication des «petits travaux», favorisée par l'évolution récente des réglementations et des régimes d'aides, ne génère pas les économies d'énergie nécessaires pour réduire vraiment la facture des occupants et les émissions de CO₂. Chaque bâtiment résidentiel ou tertiaire et ses occupants doivent pouvoir accéder localement à l'assistance et aux compétences indispensables pour mettre en œuvre un programme de travaux adapté à une baisse rapide et durable des consommations d'énergie et des factures.

Sortir réellement de la dépendance aux énergies fossiles dans les transports

Alors que la crise actuelle met en exergue l'urgence de sortir de notre dépendance à la voiture individuelle, le gouvernement a proposé un projet de loi sur les mobilités en deçà des attentes. S'il y a des avancées sur le plan vélo, les zones à faibles émissions et le covoiturage, le gouvernement et les parlementaires devront muscler ce projet de loi pour en faire un véritable bouclier contre le dérèglement climatique et la hausse des prix du carburant. En particulier, il s'agira d'augmenter les financements pour les mobilités douces, supprimer les niches fiscales des transports les plus polluants et en finir avec les projets routiers. Enfin, il faudra graver dans la loi l'engagement du Président de la République d'interdire la vente de véhicules diesel et essence, l'avancer à un horizon 2030, et défendre des objectifs plus ambitieux sur les émissions de CO₂ des voitures et des camions.

Réduire les émissions du secteur agricole en adoptant une alimentation plus saine et moins carnée

Le prochain Programme national nutrition santé (PNNS), qui sera mis en consultation en décembre, devra être compatible avec la SNBC et ainsi permettre de diviser par deux la consommation de produits animaux d'ici à 2050. Pour cela, le PNNS devra dès 2019 clairement inciter à diminuer la consommation de produits animaux et de plats transformés et privilégier la consommation de légumineuses, de céréales complètes et les aliments issus de l'agriculture biologique. La diminution de la consommation des produits animaux doit être une priorité des politiques publiques, notamment pour des raisons de santé publique.

Suivre la COP24 au jour le jour

Durant toute la COP24, les associations françaises diffuseront la lettre d'information "KEZACOP" pour décrypter l'avancée des négociations. Pour vous y abonner, rendez-vous sur le site www.reseauactionclimat.org à partir du 2 décembre ou envoyez un mail à simon.coquillaud@reseauactionclimat.org

Contactez les ONG à la COP24

Réseau Action Climat

(SUR PLACE DU 1^{ER} AU 15 DÉCEMBRE)

Simon Coquillaud

RESPONSABLE COMMUNICATION

+33 6 66 28 95 06

simon.coquillaud@reseauactionclimat.org

CCFD-Terre Solidaire

(SUR PLACE DU 30 NOVEMBRE AU 15 DÉCEMBRE)

Anne-Laure Sablé

CHARGÉE DE PLAIDOYER SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET CLIMAT

+33 7 60 02 19 65

a.sable@ccfd-terresolidaire.org

CARE France

(SUR PLACE DU 10 AU 15 DÉCEMBRE)

Camille Nozières

CHARGÉE DE RELATIONS MÉDIA

+33 7 86 00 42 75

nozieres@carefrance.org

Coordination SUD

(SUR PLACE DU 7 AU 14 DÉCEMBRE)

Camille André

CHARGÉ DE MISSION CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT AU GERES - GROUPE ENERGIES RENOUVELABLES, ENVIRONNEMENT ET SOLIDARITÉS

+33 6 50 28 46 97

c.andre@geres.eu

Fondation pour la Nature et l'Homme

Manuela Lorand

CHARGÉE DE COMMUNICATION RESPONSABLE DES RELATIONS PRESSE

+33 6 98 45 46 91

m.lorand@fnh.org

Greenpeace France

(SUR PLACE DU 2 AU 7 DÉCEMBRE)

Clément Sénéchal

CHARGÉ DE CAMPAGNE CLIMAT

+33 6 46 90 21 02

clement.senechal@greenpeace.org

Oxfam France

(SUR PLACE DU 1^{ER} AU 15 DÉCEMBRE)

Noélie Coudurier

RESPONSABLE DE CAMPAGNE

+33 6 17 34 85 68

ncoudurier@oxfamfrance.org

Secours catholique - Caritas France

(SUR PLACE DU 1^{ER} AU 15 DÉCEMBRE)

Aurélia Carpentier

CHARGÉE DE COMMUNICATION

+33 6 71 00 69 73

aurelia.carpentier@secours-catholique.org

WWF FRANCE

(SUR PLACE DU 2 AU 15 DÉCEMBRE)

Eleonora Trementozzi

ATTACHÉE DE PRESSE

+33 6 35 34 73 52

etrementozzi@wwf.fr

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre les changements climatiques

